



JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

7 | LES IMPAYÉS

7.1 LE CONTENTIEUX DE L'IMPAYÉ (HORS INJONCTIONS DE PAYER)

En 2024, les juridictions de première instance ont été saisies de 322 400 affaires d'impayé, hors injonctions de payer. Ce contentieux a diminué de 2 % par rapport à 2023. Le tribunal judiciaire est saisi dans 82 % des affaires, contre 18 % pour les juridictions commerciales. Près du quart des affaires fait l'objet d'une procédure en référé, cette proportion étant un peu plus importante dans les juridictions commerciales qu'au tribunal judiciaire (respectivement 29 % et 23 %).

Parmi les 263 800 affaires d'impayé introduites en 2024 auprès des tribunaux judiciaires, plus de la moitié (57 %) concerne des baux, 17 % des prêts, des crédits-bails ou des cautionnements. Devant les juridictions commerciales, près de la moitié (48 %) des 58 600 demandes portent sur des contrats de vente.

Lorsqu'elles statuent au fond, les juridictions commerciales, en 2024, ne rejettent totalement que moins d'une demande sur dix (8 %). Cette proportion est très proche pour les tribunaux judiciaires (7 %). Devant ces tribunaux, le taux

de rejet est plus important pour les demandes relatives aux cotisations et prestations sociales (57 %), alors qu'il est plus faible pour celles relatives aux baux (3 %). Devant les juridictions commerciales, le taux de rejet est plus élevé pour les demandes liées aux assurances ou aux baux commerciaux (13 % chacun), il est très faible pour celles liées aux recouvrements de droit et aux cotisations et prestations sociales (respectivement 2 % et 1 %).

En 2024, 18 300 affaires ont été introduites devant la cour d'appel. L'appel est plus fréquent dans les juridictions commerciales qu'au tribunal judiciaire (respectivement 13 et 7 affaires en appel pour 100 décisions rendues au fond en première instance). Le délai de traitement moyen en appel est de 18,1 mois : 17,7 mois lorsque l'appel est formé suite à une décision du tribunal judiciaire, et 19,3 mois suite à une décision d'une juridiction commerciale. Les décisions de première instance sont confirmées en appel dans 53 % des cas, qu'il s'agisse de décisions rendues par les tribunaux judiciaires ou par les juridictions commerciales.

Définitions et méthodes

Le contentieux de l'impayé désigne les litiges issus de l'inexécution d'une obligation contractuelle ou statutaire de payer une somme d'argent.

La juridiction compétente pour le contentieux de l'impayé est le tribunal judiciaire (TJ) ou le tribunal de commerce. Ce dernier est notamment compétent pour les contestations relatives aux engagements entre commerçants.

La chambre commerciale des TJ, en Alsace et en Moselle, et les tribunaux mixtes de commerce, dans les départements et régions d'outre-mer (Drom), traitent des affaires qui sont ailleurs en France du ressort des tribunaux de commerce.

En cas d'urgence, la procédure du référé permet au créancier d'obtenir rapidement une décision provisoire. Celle-ci peut ordonner, par exemple, des mesures conservatoires ou accorde au demandeur une provision.

Dans les figures statistiques présentées ci-dessous, l'activité des chambres commerciales des TJ est intégrée à celle des tribunaux de commerce plutôt qu'à celle des TJ.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : « Les impayés de loyer devant les tribunaux d'instance en 1997 », *Infostat Justice* 53, mars 1999.

1. Demandes relatives au contentieux de l'impayé

| | 2020 ^r | 2021 ^r | 2022 ^r | 2023 ^r | 2024 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Total | 264 841 | 283 752 | 290 923 | 317 666 | 322 439 |
| Tribunal judiciaire | 224 796 | 238 970 | 243 746 | 262 851 | 263 839 |
| Procédures au fond | 174 269 | 186 333 | 186 007 | 200 712 | 203 961 |
| Référés | 50 527 | 52 637 | 57 739 | 62 139 | 59 878 |
| Juridiction commerciale⁽¹⁾ | 40 045 | 44 782 | 47 177 | 54 815 | 58 600 |
| Procédures au fond | 28 902 | 33 728 | 35 070 | 39 911 | 41 814 |
| Référés | 11 143 | 11 054 | 12 107 | 14 904 | 16 786 |

⁽¹⁾ tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes

2. Contentieux de l'impayé devant le tribunal judiciaire selon la nature de la créance en 2024

| | Total des demandes | Total des décisions ⁽¹⁾ | Acceptation totale ou partielle | Rejet | Accord des parties | Autres fins ⁽²⁾ |
|--|--------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------|--------------------|----------------------------|
| Total | 263 839 | 247 974 | 181 456 | 14 814 | 5 421 | 46 283 |
| Baux d'habitation, commerciaux et ruraux | 151 172 | 147 117 | 116 292 | 3 918 | 4 176 | 22 731 |
| Prêt, crédit-bail (leasing), cautionnement | 44 461 | 38 706 | 30 742 | 2 916 | 313 | 4 735 |
| Copropriété | 24 570 | 23 359 | 16 306 | 926 | 216 | 5 911 |
| Prestation de services | 10 552 | 10 538 | 6 418 | 965 | 240 | 2 915 |
| Vente | 6 456 | 5 853 | 2 930 | 873 | 176 | 1 874 |
| Cotisation et prestation sociales | 13 583 | 10 480 | 2 295 | 3 253 | 143 | 4 789 |
| Contrats divers | 2 590 | 2 603 | 1 305 | 406 | 60 | 832 |
| Banque | 1 626 | 1 597 | 1 201 | 175 | 6 | 215 |
| Assurance | 5 503 | 4 757 | 2 496 | 1 002 | 29 | 1 230 |
| Construction | 2 490 | 2 058 | 986 | 260 | 43 | 769 |
| Autres impayés | 836 | 906 | 485 | 120 | 19 | 282 |

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

3. Contentieux de l'impayé devant les juridictions commerciales⁽¹⁾ selon la nature de créance en 2024

| | Total des demandes | Total des décisions ⁽²⁾ | Acceptation totale ou partielle | Rejet | Accord des parties | Autres fins ⁽³⁾ |
|--|--------------------|------------------------------------|---------------------------------|--------------|--------------------|----------------------------|
| Total | 58 600 | 50 475 | 34 747 | 3 114 | 446 | 12 168 |
| Baux d'habitation, commerciaux et ruraux | 458 | 416 | 268 | 39 | | 109 ⁽⁴⁾ |
| Prêt, crédit-bail (leasing), cautionnement | 8 002 | 6 726 | 5 485 | 161 | 118 | 962 |
| Prestation de services | 6 861 | 5 859 | 3 706 | 479 | 50 | 1 624 |
| Vente | 28 400 | 24 079 | 15 720 | 1 726 | 197 | 6 436 |
| Cotisation et prestation sociales | 3 953 | 3 706 | 3 196 | 23 | 16 | 471 |
| Contrats divers | 5 289 | 4 530 | 2 847 | 457 | 39 | 1 187 |
| Banque | 827 | 718 | 604 | 26 | 10 | 78 |
| Assurance | 1 225 | 1 089 | 677 | 105 | 0 | 307 |
| Construction | 594 | 481 | 242 | 52 | | 187 ⁽⁴⁾ |
| Recouvrement de droit | 2 991 | 2 871 | 2 002 | 46 | | 823 ⁽⁴⁾ |

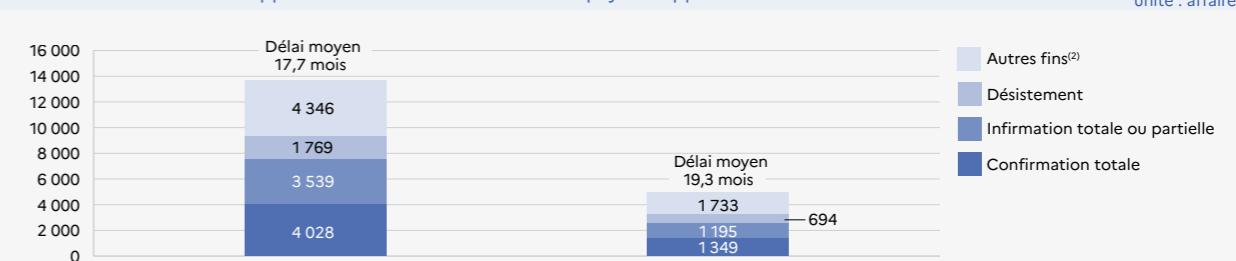
⁽¹⁾ tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes

⁽²⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽³⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

⁽⁴⁾ les données ont été agrégées en raison du secret statistique

4. Décisions⁽¹⁾ des cours d'appel relatives au contentieux de l'impayé en appel en 2024



⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

⁽³⁾ tribunaux de commerce, chambres commerciales des tribunaux judiciaires et tribunaux mixtes

7.2 LES INJONCTIONS DE PAYER CIVILES

En 2024, 418 000 demandes d'injonction de payer civiles ont été déposées auprès des tribunaux judiciaires, en hausse de 17 % par rapport à 2023. Cette hausse s'explique notamment par l'attractivité de cette procédure pour laquelle les démarches sont rapides et peu coûteuses.

Près de la moitié des requêtes en injonction de payer concernent des prêts, des crédits-bails et des cautionnements (230 700 requêtes), 30 % des prestations de services (106 200), 7 % des baux d'habitation, de commerce ou ruraux (21 500). Les requêtes relatives aux prêts, aux crédits-bails et aux cautionnements et celles relatives à la banque ont augmenté, respectivement, de 26 % et 20 % par rapport à 2023.

Les montants demandés sont en dessous de 3 000 euros pour plus de la moitié (55 %) des requêtes : 18 % sont inférieurs ou égaux à 1 000 euros, 22 % sont compris entre 1 001 et 2 000 euros et 15 % entre 2 001 et 3 000 euros. 9 % des requêtes portent sur un montant supérieur ou égal à 10 000 euros. Parmi elles, un peu moins des trois quarts (73 %) portent sur des prêts, des crédits-bails ou des cautionnements.

Définitions et méthodes

La procédure d'injonction de payer est une procédure accélérée pour régler les contentieux de l'impayé ayant pour origine un contrat. Elle permet au créancier d'obtenir une décision du juge, sous la forme d'une ordonnance d'injonction de payer, qui, à défaut d'opposition du débiteur, vaut titre exécutoire permettant une exécution forcée de sa créance sur les biens du débiteur. Le débiteur dispose d'un mois, à compter de la signification de l'ordonnance d'injonction par le créancier, pour la contester par la voie de l'opposition auprès du juge qui l'a rendue : c'est la procédure d'opposition à injonction de payer.

Le juge compétent est le juge des contentieux et de la protection si la créance concerne des loyers impayés ou un crédit à la consommation et le président du tribunal judiciaire pour toutes les autres créances civiles, quel qu'en soit le montant.

L'article L. 125-1 du Code des procédures civiles d'exécution permet une procédure simplifiée de recouvrement des créances d'un montant inférieur à cinq mille euros sans intervention d'un juge. La procédure est enclenchée à l'initiative du créancier, qui peut la faire directement via la plate-forme de traitement des petites créances. L'huissier, qui a reçu l'accord du créancier et du débiteur sur le montant et les modalités du paiement, peut délivrer, sans autre formalité, un titre exécutoire, c'est-à-dire un écrit permettant au créancier d'obtenir le recouvrement forcé de sa créance sur les biens de son débiteur.

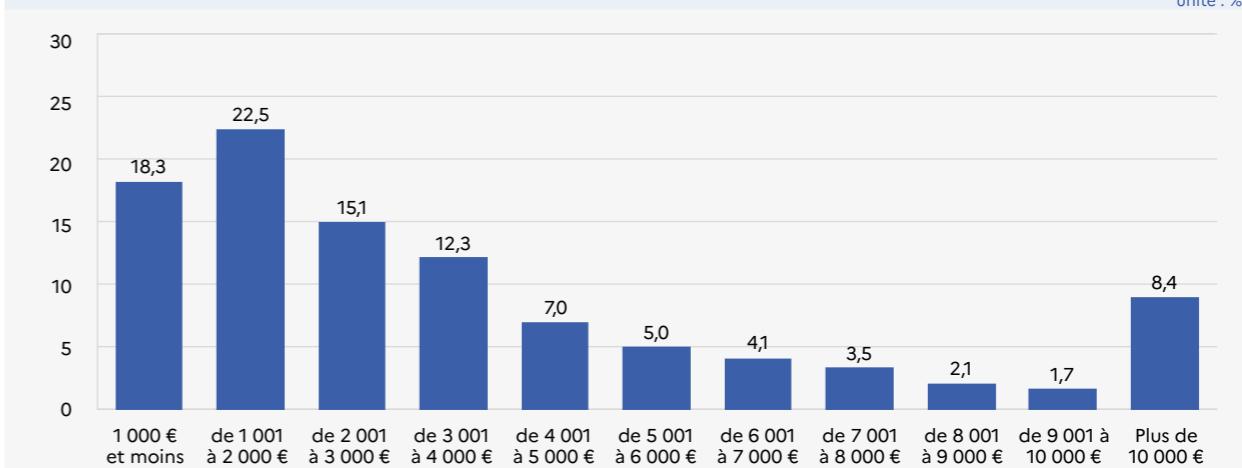
En 2024, les tribunaux judiciaires ont rendu 378 100 décisions relatives aux injonctions de payer, en hausse de 13 % par rapport à 2023 mais en baisse de 4 % en moyenne annuelle sur une décennie (2014-2024). La demande est acceptée totalement dans 16 % des cas, partiellement dans 52 %, et rejetée pour 31 % des cas. Enfin, pour les 6 800 décisions restantes, le juge s'est déclaré incompetent neuf fois sur dix. Les demandes concernant le paiement de cotisations et de prestations sociales ou la copropriété sont celles le moins souvent rejetées (respectivement 24 % et 20 %). À l'inverse, les demandes relatives aux ventes sont rejetées dans 42 % des cas. Et celles relatives aux prêts, crédits-bails ou cautionnements ne sont acceptées en totalité que dans 8 % des cas.

En 2024, 7 900 oppositions à injonction de payer ont été déposées devant un tribunal judiciaire. Ces oppositions baissent de 4 % par rapport à 2023, et sont en forte baisse depuis 2016 (12 % en moyenne annuelle). On comptabilise ainsi 3 oppositions à injonction de payer pour 100 injonctions totalement ou partiellement acceptées.

1. Demandes d'injonctions de payer selon la nature de la créance

| | 2020 ^r | 2021 ^r | 2022 ^r | 2023 ^r | 2024 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Total | 307 666 | 316 983 | 303 019 | 357 525 | 418 043 |
| Banque | 11 175 | 12 603 | 12 486 | 16 260 | 19 487 |
| Vente | 2 441 | 2 152 | 2 371 | 2 471 | 2 452 |
| Baux d'habitation, de commerce et ruraux | 20 525 | 23 368 | 21 614 | 21 004 | 21 501 |
| Prestation de services | 93 416 | 96 795 | 92 757 | 97 793 | 106 151 |
| Prêt, crédit-bail (<i>leasing</i>), cautionnement | 151 368 | 151 319 | 140 867 | 183 783 | 230 694 |
| Contrats divers | 5 662 | 5 337 | 4 894 | 6 362 | 7 496 |
| Assurance | 3 351 | 4 143 | 3 700 | 4 160 | 3 908 |
| Copropriété | 4 609 | 4 127 | 4 776 | 4 257 | 4 845 |
| Cotisation et prestation sociales | 13 181 | 14 490 | 16 607 | 18 189 | 17 578 |
| Construction | 114 | 178 | 158 | 190 | 214 |
| Autres natures d'affaire | 1 824 | 2 471 | 2 789 | 3 056 | 3 717 |

2. Montants des créances des injonctions de payer en 2024



3. Décisions⁽¹⁾ relatives aux injonctions de payer selon la nature de créance en 2024

| | Total | Décisions au fond | | | Autres décisions ⁽²⁾ | dont incompétence |
|---|----------------|--------------------|-----------------------|----------------|---------------------------------|-------------------|
| | | Acceptation totale | Acceptation partielle | Rejet | | |
| Total | 378 123 | 59 994 | 195 530 | 115 835 | 6 764 | 6 084 |
| Banque | 16 829 | 1 997 | 8 400 | 6 103 | 329 | 305 |
| Vente | 2 168 | 539 | 601 | 907 | 121 | 100 |
| Baux d'habitation, de commerce et ruraux | 19 815 | 5 992 | 6 336 | 6 825 | 662 | 615 |
| Prestation de services | 101 060 | 25 902 | 48 306 | 24 143 | 2 709 | 2 388 |
| Prêt, crédit-bail (<i>leasing</i>), cautionnement | 203 480 | 16 207 | 115 770 | 69 466 | 2 037 | 1 868 |
| Contrats divers | 6 311 | 1 217 | 2 835 | 2 061 | 198 | 186 |
| Assurance | 3 648 | 752 | 1 882 | nc | nc | nc |
| Copropriété | 4 527 | 1 446 | 1 848 | 1 093 | 140 | 127 |
| Cotisation et prestation sociales | 16 775 | 4 837 | 8 092 | 3 428 | 418 | 367 |
| Construction | 212 | 47 | 103 | nc | nc | nc |
| Autres natures d'affaire | 3 298 | 1 058 | 1 357 | 803 | 80 | 70 |

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ radiation, caducité, désistement

4. Oppositions à injonction de payer

| | 2020 ^r | 2021 ^r | 2022 ^r | 2023 ^r | 2024 |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Total | 11 502 | 13 161 | 9 334 | 8 200 | 7 887 |

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

Pour en savoir plus : « Les injonctions de payer en 2019 : de la demande à l'opposition », *Infostat Justice* 178, septembre 2020.
« La procédure simplifiée de l'injonction de payer », *Infostat Justice* 137, novembre 2015.

7.3 LE SURENDETTEMENT – SAISINES

En 2024, la justice a été saisie de 29 400 demandes concernant le surendettement des particuliers, nombre en baisse de 2 % par rapport à 2023. Ce volume est en baisse tendancielle depuis 2020 (3 % en moyenne annuelle).

Ces demandes se composent de 10 400 saisines du juge des contentieux de la protection (JCP) pendant la phase d'examen des dossiers par les commissions de surendettement des particuliers, et de 18 900 autres saisines du JCP.

Le nombre de saisines du JCP pendant la phase d'examen des dossiers par les commissions diminue de 4 % par rapport à 2023. Ces demandes sont essentiellement des recours concernant la recevabilité (52 %) et des demandes de vérification de créances (30 %).

Le juge intervient aussi en cas de contestation des mesures et des recommandations des commissions de surendettement, ainsi que sur les demandes d'ouverture de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire et les demandes d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur particulier. Le nombre de saisines portant sur ces mesures est en légère hausse (+ 1 %) par rapport à 2023. 93 % d'entre elles correspondent à des recours contre les décisions de la commission : 12 800 contestations de mesure et 4 900 contestations des décisions de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire. Par ailleurs, le nombre de demandes d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (430) est quasi identique à celui de 2023.

Définitions et méthodes

Un particulier ayant des difficultés à rembourser ses dettes peut saisir une commission de surendettement des particuliers. Il en existe au moins une dans chaque département.

Les missions de ces commissions sont les suivantes :

1. examiner la recevabilité de la demande : si la demande est recevable, les procédures d'exécution diligentées à l'encontre des biens du débiteur sont suspendues et le débiteur a interdiction de faire tout acte qui agraverait sa situation ;
2. établir un état du passif ;
3. orienter le dossier, c'est-à-dire :
 - lorsque la situation du débiteur le permet, la commission prescrit des mesures de traitement du surendettement ;
 - sinon, elle recommande un rétablissement personnel (effacement des dettes) sans liquidation judiciaire, ou saisit, avec l'accord du débiteur, le juge des contentieux de la protection (qui a remplacé depuis le 1^{er} janvier 2020 le juge d'instance) aux fins d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

Tout au long de la procédure devant la commission, le juge des contentieux de la protection peut être appelé à statuer sur les recours exercés contre les décisions de la commission, ou pour suspendre les mesures d'expulsion du logement du débiteur, ou encore pour vérifier les créances. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'autorité judiciaire ne confère plus force exécutoire aux mesures prescrites ou recommandées par la commission. Enfin, le juge des contentieux de la protection ouvre et clôture la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

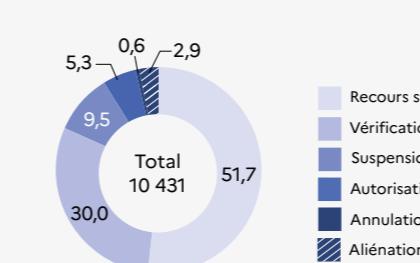
1. Saisines du juge des contentieux de la protection en phase d'examen des dossiers par les commissions de surendettement des particuliers

unité : affaire

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total | 11 571 | 12 915 | 11 609 | 10 888 | 10 431 |
| Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers | 5 342 | 5 744 | 5 845 | 5 673 | 5 395 |
| Demande de vérification de la validité des créances, des titres qui les constatent et du montant des sommes réclamées | 3 741 | 4 371 | 3 481 | 3 166 | 3 134 |
| Demande aux fins de suspension des mesures d'expulsion du logement du débiteur | 446 | 813 | 854 | 982 | 991 |
| Demande d'autorisation d'accomplir l'un des actes mentionnés à l'alinéa 2 de l'article L. 331-3-1 du Code de la consommation | 1 396 | 1 371 | 932 | 699 | 549 |
| Demande d'annulation d'un acte ou d'un paiement par les commissions de surendettement des particuliers | 93 | 74 | 81 | 69 | 59 |
| Demande du débiteur tendant à autoriser à aliéner un bien | 553 | 542 | 416 | 299 | 303 |

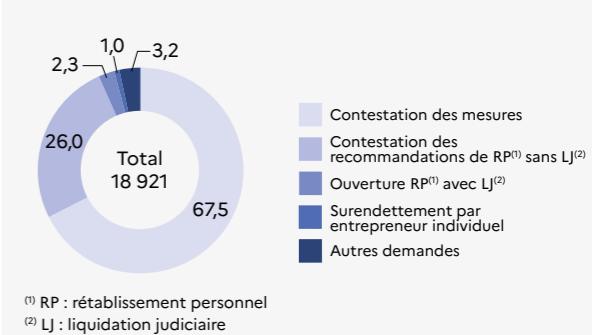
2. Structure des saisines en phase d'examen des dossiers par la commission de surendettement en 2024

unité : %



3. Structure des saisines portant sur les mesures prises par la commission en 2024

unité : %



4. Autres saisines du juge des contentieux de la protection

unité : affaire

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total | 21 463 | 21 966 | 19 354 | 18 776 | 18 921 |
| Contestation des mesures imposées ou recommandées par les commissions de surendettement des particuliers | 15 003 | 14 546 | 13 133 | 12 850 | 12 776 |
| Contestation de la décision de la commission imposant un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire | 4 878 | 5 841 | 5 092 | 4 864 | 4 922 |
| Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire | 661 | 609 | 423 | 392 | 431 |
| Demande d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur individuel | so | so | so | so | 179 |
| Autres demandes | 921 | 970 | 706 | 670 | 613 |

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.

7.4 LE SURENDETTEMENT - DÉCISIONS

En 2024, 29 100 décisions relatives au surendettement personnel ont été prises par les juges des contentieux de la protection. Ce nombre augmente de 3 % par rapport à 2023.

Les contestations et recours contre les décisions des commissions de surendettement des particuliers ont donné lieu à 18 100 décisions, après 7,2 mois de procédure en moyenne. Dans les recours sur décision de recevabilité, la décision initiale est totalement confirmée dans 39 % des cas, infirmée totalement ou partiellement dans 28 % et n'aboutit quasiment jamais à une ouverture de rétablissement personnel (moins de 5 décisions en 2024). Les contestations des mesures imposées ou recommandées par les commissions se terminent moins souvent par une confirmation totale de la décision initiale (17 %), et peu souvent par une ouverture de rétablissement personnel (moins de 5 %).

Les contestations des recommandations aux fins de rétablissement personnel (RP) sans liquidation judiciaire (LJ) (4 900) ont, pour 36 %

d'entre elles, été renvoyées à la commission pour un nouvel examen ; 23 % ont abouti à la confirmation de la décision de la commission de surendettement des particuliers. La durée moyenne de ces procédures de contestation est de 8,9 mois en 2024. Les demandes d'ouverture de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (500) ont une durée de procédure de 29,0 mois. L'ouverture de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire est prononcée pour 7 % des décisions, et, dans 16 % des cas la demande est renvoyée à la commission.

Enfin, sur les 5 600 autres décisions des JCP relatives à l'activité de la commission de surendettement des particuliers, 57 % ont été acceptées en tout ou partie, 15 % ont été rejetées. Ces décisions (toutes fins confondues) ont été prises en 8,3 mois en moyenne.

Définitions et méthodes

| Cf. fiche 7.3

| 1. Décisions ⁽¹⁾ relatives aux contestations des mesures des commissions de surendettement en 2024 | | | | | | unité : affaire |
|---|---------------|---------------------|---------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------|
| | Total | Confirmation totale | Infirmation totale ou partielle | Autres fins sans décision au fond ⁽²⁾ | Ouverture de RP ⁽³⁾ | Durée moyenne (en mois) |
| Total | 18 058 | 4 271 | 4 846 | 8 431 | 510 | 7,2 |
| Recours contre les décisions statuant sur la recevabilité prononcées par les commissions de surendettement des particuliers | 5 609 | 2 165 | 1 591 | nc | nc | 6,5 |
| Contestation des mesures imposées ou recommandées par les commissions de surendettement | 12 449 | 2 106 | 3 255 | nc | nc | 7,5 |

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

⁽³⁾ RP : rétablissement personnel

2. Décisions⁽¹⁾ relatives à l'ouverture de rétablissement personnel en 2024

| 2. Décisions ⁽¹⁾ relatives à l'ouverture de rétablissement personnel en 2024 | | | | | | | unité : affaire |
|---|--------------|---|---|--------------------------------|-----------------------|--|-------------------------|
| | Total | Ouverture de RP ⁽²⁾ avec LJ ⁽³⁾ | Ouverture de RP ⁽²⁾ sans LJ ⁽³⁾ | Renvoi à la CSP ⁽⁴⁾ | Désistement, caducité | Autres fins sans décision au fond ⁽⁵⁾ | Durée moyenne (en mois) |
| Total | 5 425 | 67 | 1 288 | 1 848 | 847 | 1 375 | 10,6 |
| Contestation de la décision de la commission imposant un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire | 4 928 | 6 | 1 255 | 1 770 | 835 | 1 062 | 8,9 |
| Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire | 497 | 61 | 33 | 78 | 12 | 313 | 29,0 |

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ RP : rétablissement personnel

⁽³⁾ LJ : liquidation judiciaire

⁽⁴⁾ CSP : commission de surendettement des particuliers

⁽⁵⁾ radiation, etc.

3. Autres décisions⁽¹⁾ des JCP⁽²⁾ relatives à l'activité de la commission de surendettement des particuliers en 2024

| 3. Autres décisions ⁽¹⁾ des JCP ⁽²⁾ relatives à l'activité de la commission de surendettement des particuliers en 2024 | | | | | unité : affaire |
|--|--------------|---------------------------------|------------|--|-------------------------|
| | Total | Acceptation totale ou partielle | Rejet | Autres fins sans décision au fond ⁽²⁾ | Durée moyenne (en mois) |
| Total | 5 617 | 3 208 | 833 | 1 576 | 8,3 |
| Demande de vérification de la validité des créances, des titres qui les constatent et du montant des sommes réclamées | 2 972 | 2 119 | 294 | 559 | 6,7 |
| Demande aux fins de suspension des mesures d'expulsion du logement du débiteur | 976 | 356 | 367 | 253 | 3,5 |
| Demande d'autorisation d'accomplir l'un des actes mentionnés à l'alinéa 2 de l'article L. 331-3-1 du Code de la consommation | 513 | 379 | 76 | 58 | 3,0 |
| Demande d'annulation d'un acte ou d'un paiement par les commissions de surendettement des particuliers | 68 | 31 | 17 | 20 | 5,6 |
| Demande du débiteur tendant à autoriser à aliéner un bien | 275 | 220 | 29 | 26 | 1,4 |
| Demande d'ouverture d'une procédure de surendettement par un entrepreneur individuel | 115 | 22 | 7 | 86 | 1,8 |
| Autres demandes | 698 | 81 | 43 | 574 | 22,5 |

⁽¹⁾ hors interprétation de jugement et jonction d'affaire

⁽²⁾ juge des contentieux de la protection

⁽³⁾ radiation, désistement, caducité, etc.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire général civil.